

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
ASSEMBLÉE UNIVERSITAIRE

Procès-verbal de la **0641**^e séance extraordinaire
tenue le **7 novembre 2022**, à 13 heures
à la salle Roger-Guillemain (M-415) du Pavillon Roger-Gaudry
et par visioconférence

PRÉSENCES : la vice-rectrice aux partenariats communautaires et internationaux : Mme Valérie Amiraux ; le vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires professorales : M. François Courchesne ; le vice-recteur à l'administration et aux finances : M. Éric Filteau ; le vice-recteur à la planification et à la communication stratégiques : M. Jean-François Gaudreault-DesBiens ; la vice-rectrice à la recherche, à la découverte, à la création et à l'innovation : Mme Marie-Josée Hébert ; la vice-rectrice aux affaires étudiantes et aux études : Mme Pascale Lefrançois ; le vice-recteur aux relations avec les diplômés et à la philanthropie : M. Michel Pecho ; les doyens et les doyennes : Mme Ahlem Ammar, M. Frédéric Bouchard, M. Simon de Denus, M. Carl-Ardy Dubois, Mme Sylvie Dubois, Mme Nathalie Fernando, M. Raphaël Fischler, Mme France Houle, M. Michel Janosz, Mme Christine Théorêt ; le doyen par intérim de la Faculté de médecine dentaire : M. Michel Carrier ; la directrice par intérim de l'École d'optométrie : Mme Julie-Andrée Marinier ; la directrice générale de la Direction des bibliothèques : Mme Stéphanie Gagnon ; le représentant de la directrice générale de l'École Polytechnique : M. Pierre Baptiste ; les représentants et les représentantes du corps professoral : Mme Marie-Josée Aubin, M. Francis Beaudry, M. Alexandre Beaupré-Lavallée, Mme Chantal Bémeur, M. Gérard Boismenu, Mme Marie-Claude Boivin, Mme Sylveline Bourion, Mme Isabelle Brault, Mme Nathalie Bureau, M. François Champagne, Mme Juliette De Maeyer, M. Maximilien Debia, M. Denis deBlois, M. Arnaud Duhoux, M. Jean-Sébastien Fallu, M. Jean-Yves Frappier, M. Gilles Gauthier, M. Jonathan Goldman, Mme Julie Gosselin, Mme Dyala Hamzah, M. Daniel Jean, Mme Fasal Kanouté, Mme Audrey Laplante, Mme Julie Lavoie, M. Jean Leclair, Mme Solange Lefebvre, M. Roger Lippé, M. Ian Thomas MacDonald, Mme Anne Marchand, Mme Amélie Maugère, M. Stéphane Molotchnikoff, M. Michel Morin, Mme Josette Noël, Mme Monique Pagé, M. Martin Papillon, Mme Danielle Pinard, M. Sylvain Quessy, M. Michel Max Raynaud, M. Samir Saul, Mme Audrey Smargiassi, Mme Marie-Pierre Sylvestre, M. Mario Talajic, M. Daniel Thirion, Mme Isabelle Thomas, Mme Elvire Vaucher, Mme Bilkis Vissandjée, M. Frédéric Yvon ; les représentants et les représentantes du personnel enseignant : Mme Caroline Daigle, M. Pierre-David Desjardins, Mme Françoise Guay, Mme Saleha Hedaraly, M. Philippe Lévesque-Groleau, M. David Lewis, Mme Liliette Michel, Mme Ann Claude Simoneau ; le représentant du corps professoral des écoles affiliées : M. Marcelin Joanis ; les représentants et les représentantes des étudiants : M. Hadrien Chénier-Marais, M. Alexis Cyr, Mme Catherine Dionne, Mme Auréanne Matte-Landry, M. Alecsandre Sauvé-Lacoursière, Mme Radia Sentissi ; les membres indépendants représentant les diplômés : M. Pierre Simonet, Mme Nicole Trudeau ; les représentants et les représentantes du personnel : M. Nicolas Ghanty, Mme Lynne Thuot, M. Yannick Tremblay ; les représentants et les représentantes des cadres et professionnels : Mme Isabelle Daoust, Mme Chloée Ferland-Dufresne, M. Charles Gaudreau ; les observateurs et les observatrices : Mme Geneviève Bouchard, M. Alain Charbonneau, Mme Sophie Langlois.

ABSENCES : un doyen : M. Patrick Cossette ; la directrice et le directeur des écoles affiliées : Mme Maud Cohen, M. Federico Pasin ; les représentants et les représentantes du corps professoral : M. Jean Barbeau, M. David Décary-Héту, M. Yvan Dumais, Mme Pierrette Gaudreau, M. Jean-Philippe Gratton, Mme Hélène Lebel, M. Alain Moreau, M. Alexandre Prat, M. Julien Riel-Salvatore, M. Gilles Soulez, M. Jacques Thibodeau ; les représentants et les représentantes du personnel enseignant : M. Najib Lairini, Mme Gyslaine Samson Saulnier, M. Paolo Spataro ; une représentante des étudiants : Mme Laura Ginoux ; une représentante du personnel : Mme France Lebel ; une représentante des cadres et professionnels : Mme France Filion.

PERSONNES EXCUSÉES : les représentants et les représentantes du corps professoral : M. Dominic Arsenault, Mme Diane Lamarre, M. Jean-François Masson, M. Christian Nadeau, Mme Phaedra Royle ; un représentant et une représentante du personnel enseignant : M. Kenneth George, Mme Lise Marien ; un observateur : M. Jean-Paul Loyer.

<u>PRÉSIDENT</u> :	M. Daniel Jutras, recteur
<u>PRÉSIDENTE DES DÉLIBÉRATIONS</u> :	Mme Claire Durand
<u>SECRÉTAIRE</u> :	M. Alexandre Chabot
<u>CHARGÉE DE COMITÉ</u> :	Mme Anne Mc Manus

AU-0641-1 **ORDRE DU JOUR**
2022-A0021-0641^e-720

Les points inscrits à l'ordre du jour de la séance, arrêté en fonction des décisions du Comité de l'ordre du jour, consignées au document 2022-A0021-0641^e-720, sont les suivants et l'ordre du jour se présente ainsi :

1. Ordre du jour
2. Déclaration annuelle du recteur
3. Période de questions sur la déclaration
4. Clôture de la séance

AU-0641-2 **DÉCLARATION ANNUELLE DU RECTEUR**
2022-A0021-0641^e-721

La présidente des délibérations invite le recteur à s'adresser aux membres de l'Assemblée universitaire qui se tient en mode hybride, à la salle Roger-Guillemain (M-415) du Pavillon Roger-Gaudry et par visioconférence.

Le recteur présente sa déclaration annuelle. Le texte de sa déclaration est annexé au procès-verbal et est également accessible en ligne sur le site du recteur.

AU-0641-3 **PÉRIODE DE QUESTIONS SUR LA DÉCLARATION**

Mme Hedaraly félicite d'abord le recteur pour son admission au sein de l'Ordre du Canada. Concernant la surveillance de l'évolution du mécanisme de financement provincial, elle demande comment l'Université entend participer à la bonification du financement public, notamment pour les études de troisième cycle, sans égard à la discipline.

En ce qui concerne le financement en général, le recteur explique qu'une réflexion est entamée à Québec sur d'autres modalités de financement qui pourraient être ajoutées ou assorties à ce qu'il y a actuellement, incluant des modalités de financement qui pourraient être attachées à des indicateurs de performance, par exemple liés à la capacité des universités de diplômé les étudiants selon les programmes, les cycles et certains délais. Le BCI suit de près cette réflexion et participe à des rencontres sur ce dossier. C'est un peu une source d'inquiétude, mais on peut comprendre que Québec s'intéresse aussi à l'enjeu de la diplomation puisque le Québec accuse un retard à cet égard, particulièrement aux cycles supérieurs. Par ailleurs, des représentations importantes, auxquelles participe l'UdeM, sont faites notamment par le U15 et Universités Canada ; on constate une volonté à Ottawa de rehausser le financement des études supérieures, par des bourses. Par ailleurs, le financement de ces bourses ne répondra pas à tous les besoins ; il faudra aussi un rehaussement des budgets des organismes subventionnaires qui contribuent aussi au financement des étudiants.

Mme Kanouté présente des questions au sujet des enjeux universitaires évoqués par le recteur. À propos du financement de la recherche, elle observe que la tendance à vouloir orienter les thématiques de recherche dans les appels de propositions lui semble problématique parce que cela aura pour effet de favoriser des expertises de recherche et des profils de carrière au détriment de d'autres. Elle demande si l'UdeM ou les universités, de manière concertée, peuvent faire des représentations pour qu'on donne également la possibilité aux professeurs de soumettre des projets de recherche de manière indépendante. Relativement à la transformation du cadre pédagogique, est-ce que l'Université entrevoit des démarches de représentations seule ou avec d'autres universités, notamment sur l'initiative gouvernementale qui vise à orienter le financement vers des programmes porteurs en lien avec les besoins du marché ? En ce qui concerne le déclin des effectifs locaux, elle demande si l'Université a amorcé des

gestes concrets pour attirer davantage de Québécois qui seront des étudiants de première génération. En ce qui concerne l'augmentation des étudiants internationaux, elle convient qu'il y a des gains, mais souligne que beaucoup n'ont pas pu avoir leur visa. Elle s'informe également des représentations faites à ce sujet.

Pour ce qui est de la question du financement de la recherche et des inquiétudes quant aux orientations ciblées dans les appels de programmes de certains secteurs, le recteur indique qu'il a profité de chacun des forums auxquels il a participé pour encourager les ministères concernés à Québec à garder ouvertes les options de recherche. Aujourd'hui même, dans une rencontre avec le pdg de CRSNG, il a été discuté de cet enjeu de l'équilibre nécessaire entre la recherche subventionnée qui répond à des appels gouvernementaux et la recherche fondamentale. Pour ce qui est de la deuxième question, au sujet des programmes ciblés en réponse à des besoins du marché, par exemple les bourses Perspectives, on invite le gouvernement à soutenir toutes les disciplines. À chaque occasion qui lui est offerte, notamment dans un discours qu'il a adressé au CORIM, il réaffirme la nécessité de soutenir toutes les disciplines et pas seulement celles pour lesquelles il y a des besoins immédiats, sachant qu'on ne peut pas actuellement savoir quelles formations seront les plus adéquates pour les 10 à 30 prochaines années. Pour ce qui est de la question du déclin des effectifs locaux et de l'accueil des étudiants, le recteur souligne que plusieurs facultés ont des passerelles et des sièges privilégiés qui favorisent l'accès de certaines communautés dans le but de favoriser la diversité des effectifs étudiants au premier cycle. Il rappelle que les universités vivent un lent déclin des effectifs étudiants au premier cycle. On espère que les changements démographiques vont ramener des étudiants au premier cycle issus du Québec en particulier, mais on a peine à prédire comment cette situation économique va évoluer dans un contexte où beaucoup d'options se présentent aux jeunes de 18-20 ans.

Enfin, en ce qui concerne la question de la situation particulière des étudiants internationaux, notamment pour les étudiants issus de l'Afrique francophone pour lesquels les délais dans l'octroi des permis d'étude au fédéral ont été tels que l'on a dû les désinscrire ou que leur inscription a été ralentie. Dans le cadre d'une rencontre la semaine dernière à Ottawa avec les autorités ministérielles, il a été expliqué que le Ministère a été débordé par les demandes et a peine à traiter à la fois les demandes courantes et les situations de crise comme celles vécues en Afghanistan ou en Ukraine qui mettent une pression accrue sur les processus d'accueil et d'octroi des permis de séjour. On assure cependant que l'on est en voie de redressement important de la situation. Pour ce qui est de la situation particulière des étudiants issus de l'Afrique francophone notamment, il a été observé que l'exigence imposée aux étudiants issus de l'immigration de démontrer qu'ils ont les ressources financières pour retourner chez eux à l'issue de leurs études était en contradiction avec les orientations en immigration du gouvernement et qu'il n'est pas exclu que cette dimension de l'analyse des dossiers soit réévaluée.

M. Boismenu présente une question au sujet du nouveau cadre de financement du gouvernement pour ce qui est de l'appui aux études, pour lequel un accent pourrait être mis sur les résultats, ce qui pourrait donner un appui significatif aux universités de recherche particulièrement. Observant qu'il a toujours été difficile de développer un consensus sur cette question compte tenu de la diversité des statuts des universités au Québec, il demande au recteur quel est son niveau d'engagement vis-à-vis ce principe, surtout qu'il est actuellement président du BCI.

Le recteur, qui rappelle d'abord la grande diversité des établissements universitaires au Québec, indique qu'en tant que président du BCI, il doit travailler avec le consensus. Les chefs d'établissements au BCI sont inquiets en particulier de la tendance observée depuis quelques années d'associer chaque dollar de financement à une reddition de compte exhaustive, par exemple pour ce qui est de l'appui à la santé mentale au sein des universités. Il pense qu'il est cohérent de s'intéresser au niveau de diplomation et d'attacher certaines des mesures de financement à la capacité des universités d'atteindre un niveau supérieur en termes de diplomation. Il est cependant nécessaire de pouvoir moduler ce régime de financement à la grande diversité des situations que l'on constate en fonction des disciplines, des secteurs et des programmes. De son point de vue, tant que le financement ne sera pas entièrement attaché à des mesures de performance, il pense que l'on peut accepter que les universités soient plus transparentes dans leurs interactions avec le gouvernement quant à la réalisation de leurs objectifs au-delà de l'admission d'un certain nombre d'étudiants chaque année.

M. Molotchnikoff salue la contribution de 159 M\$ accordée par la Fondation Courtois, mentionnée par le recteur, qui va favoriser les sciences naturelles, l'intelligence artificielle, l'informatique et les matériaux. Cependant, il s'inquiète d'un rétrécissement du soutien à la recherche à des secteurs très étroits et demande pourquoi les secteurs comme la littérature, l'histoire et la philosophie, par exemple, ne sont jamais mentionnés dans les priorités universitaires et gouvernementales.

Le recteur mentionne d'abord que c'est le gouvernement qui décide des priorités à cet égard. En ce qui concerne la contribution de 159 M\$, il s'agit d'un don dans un secteur pour lequel le donateur a été convaincu de la capacité de l'UdeM de porter un leadership en recherche. Il pense que l'on doit faire place à tous les secteurs. Il souligne que chaque fois qu'il prend la parole en public, il valorise les sciences sociales et la recherche création. Étant issu des sciences sociales, il a une posture humaniste par rapport aux universités, une vision qui accorde une place primordiale à la recherche fondamentale dans toutes les disciplines.

M. Lewis présente les trois questions suivantes. Concernant l'objectif relatif à l'intégration du développement durable dans l'enseignement dans toutes les disciplines, comment cela est-il envisagé en sciences sociales, notamment en histoire ? Deuxièmement, quand est-il prévu de présenter une mise à jour du plan d'aménagement du campus de la montagne ? Enfin, concernant la remise en question des plages horaires de trois heures de cours évoquée par le recteur dans son blogue, il demande s'il s'agit d'une opinion personnelle du recteur ou d'une option envisagée par la direction.

Le recteur se dit convaincu que l'on peut intégrer les concepts de développement durable dans tous les cours, y compris en histoire, en donnant quelques exemples, et il encourage à le faire au bénéfice des étudiants qui ont des attentes à cet égard, voulant voir l'Université engagée dans ce défi générationnel et la recherche de solutions. En ce qui a trait au plan d'aménagement, il faut distinguer le plan directeur des immeubles, qui constitue le cadre de référence établi pour les prochains développements. Par ailleurs, une réflexion est entamée par le vice-recteur responsable de la planification sur la façon dont on veut déployer les espaces, y compris au campus MIL. Par exemple, étant donné l'environnement socioéconomique dans lequel il se situe, peut-on envisager d'y avoir des disciplines d'intervention, de développer des installations sportives pour les communautés avoisinantes en collaboration avec les acteurs municipaux ? C'est le genre de questions qui feront l'objet d'un examen dans le rapport du vice-recteur Gaudreault-Desbiens, qui sera éventuellement amené devant l'Assemblée universitaire. Sur la plage horaire de trois heures, il rappelle qu'en tant que professeur depuis 40 ans, cette question l'intéresse et il l'a abordée dans son blogue. Il n'y a pas de plan de la direction à cet égard. Le blogue ne vise qu'à poser des questions pour alimenter la discussion. Par exemple, la question se pose de savoir si la plage horaire de trois heures est optimale sur le plan pédagogique, et si elle est suffisamment flexible pour permettre aux étudiants de vivre des expériences interdisciplinaires. Ces questions relèvent des instances départementales, facultaires et universitaires, selon le cas.

M. Desjardins présente une question au sujet de l'enseignement à distance et hybride qui occupe une place de plus en plus importante au Québec. Il demande quelles sont les limites et les balises que l'Université et les facultés prévoient établir quant à l'équilibre entre la délocalisation des cours versus les formations à distance, en soulignant que la réception des fédérations étudiantes face à la formation à distance est mitigée.

Le recteur précise d'abord que la délocalisation peut être faite sans nécessairement faire de l'enseignement à distance, tout comme elle peut aussi intégrer de l'enseignement à distance, comme c'est le cas pour le programme de médecine dispensé à Trois-Rivières. La délocalisation ou l'établissement de campus hors des campus historiques sont pertinents lorsque cela répond à une nécessité, comme dans le cas du programme de médecine vétérinaire dispensé à Rimouski en réponse à un besoin de la communauté. De même pour les campus de Brossard et de Laval où des besoins cernés à l'échelle locale justifiaient d'avoir des espaces locatifs. En ce qui concerne l'enseignement à distance, l'orientation est d'optimiser le temps en classe en combinaison avec les outils numériques si cela peut optimiser l'apprentissage. Il croit qu'il y a des gains pédagogiques qui se font dans l'interaction humaine entre les professeurs et les étudiants. Comme il l'a maintes fois mentionné, il ne veut pas dématérialiser l'UdeM.

AU-0641-4 **CLÔTURE DE LA SÉANCE**

Sur résolution, la séance est levée à 14 h.

Le président,

Le secrétaire général,

Daniel Jutras

Alexandre Chabot

Adopté le 5 décembre 2022, délibération AU-0643-2.1

Déclaration annuelle du recteur à l'Assemblée universitaire

7 novembre 2022

Chers et chères membres de l'Assemblée universitaire,

Je vous remercie de m'accorder cette occasion de m'adresser à vous et d'ouvrir un dialogue sur les défis auxquels nous sommes confrontés ainsi que sur les projets que nous devons mettre en œuvre pour assurer l'essor de l'Université de Montréal.

Les membres de la communauté universitaire ont redécouvert cet automne la vie sans masque obligatoire et sans mesures de distanciation sociale.

L'activité universitaire s'installe dans ce que nous pourrions appeler une nouvelle normalité, avec tout ce que cela représente de positif. Même si la pandémie n'est pas terminée, et même si nous demeurons alertes devant le risque sanitaire toujours présent, l'Université fonctionne rondement, forte de l'expérience acquise au cours des trois dernières années.

Le temps est venu de mener à bien les ambitions que nous nous sommes collectivement données dans notre plan stratégique. Je vous parlerai aujourd'hui du travail que nous avons devant nous pour réaliser notre objectif de devenir, au cours de la décennie, l'université de langue française la plus influente dans le monde.

La question revient souvent depuis le lancement du plan stratégique : qu'entendez-vous par « l'université la plus influente »?

De façon toute simple, nous voulons faire en sorte d'occuper toute la place qui nous revient au Québec, au Canada et dans le monde. Nous voulons qu'un déclic se produise dans les esprits lorsqu'on entend le nom « Université de Montréal ». Que des associations d'idées se fassent spontanément : l'Université de Montréal, c'est l'université d'avant-garde. L'université pertinente. L'université qui réinvente la recherche et travaille au bien commun. L'université partenaire qui fait avancer les choses. L'université qui

incarne sa ville et qui l'anime. L'université qui fait rayonner le génie du Québec partout dans le monde.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je vais prendre un moment pour aborder l'état des lieux avec lequel nous devons composer. Il faut le faire avec lucidité parce que le contexte actuel n'est pas entièrement positif, tant s'en faut.

Je voudrais mentionner quatre aspects de la conjoncture actuelle qui concernent le monde universitaire dans son ensemble, de manière directe. Chacun de ces aspects mériterait une discussion plus approfondie. Je ne les présente ici qu'à grands traits afin de bien cadrer les orientations que je décrirai ensuite.

Un premier élément de la conjoncture est le déclin des effectifs étudiants locaux et la croissance des inscriptions des étudiants internationaux. C'est un phénomène qui touche toutes les universités au Canada et l'Université de Montréal n'y échappe pas. Selon les derniers chiffres disponibles, nous accusons un recul global des inscriptions de près de 5 % par rapport à 2019 et de 8 % au premier cycle. La baisse a tout de même été atténuée par nos succès en matière de recrutement international, avec des gains de 3 % au premier cycle et d'un impressionnant 25 % aux cycles supérieurs. Ce phénomène confirme une tendance préoccupante que nous observons depuis quelques années, mais qui semble maintenant prendre de l'ampleur.

Il est difficile de prévoir comment ces chiffres évolueront au cours des prochaines années. La courbe démographique au Québec sera bientôt à la hausse pour le groupe d'âge concerné, mais le contexte socioéconomique pourrait peser sur la décision de ces jeunes de venir ou non à l'université. Quant à la mobilité des étudiants internationaux, elle est sujette à des pressions économiques et géopolitiques sur lesquelles nous n'avons que peu d'influence. Une chose est claire : même s'il ne faut pas nécessairement aspirer à une croissance constante de nos effectifs, tout déclin soutenu aura des conséquences sur notre marge de manœuvre budgétaire.

Nous devons par conséquent être attentifs à l'évolution du financement universitaire et continuer d'encourager le Québec à accélérer le rattrapage qui s'impose encore. Et pour que nous ayons les coudées franches pour réaliser de grandes choses, nous intensifierons nos efforts sur le terrain philanthropique en lançant à la fin de 2023 une grande campagne qui renouvellera la culture de l'engagement chez nos personnes diplômées et qui aura un effet puissant et durable sur notre université.

Un deuxième aspect de la conjoncture touche le financement de la recherche. Les chercheurs et les chercheuses le savent : il est de plus en plus difficile d'obtenir un soutien substantiel et récurrent du côté des conseils subventionnaires tant à Québec qu'à Ottawa. La compétition est féroce et les programmes sont de plus en plus souvent axés sur des thématiques que le gouvernement juge prioritaires, sans parler du financement des nouveaux talents aux cycles supérieurs, qui stagne depuis des décennies. Nous pouvons nous réjouir que l'Université de Montréal tire encore son épingle du jeu dans ce cadre. Nous récoltons chaque année quelque 600 M\$ en revenus de recherche, ce qui nous place au quatrième rang parmi les universités de recherche canadiennes. Mais c'est une position fragile, surtout si le nombre de demandes de financement portées par nos collègues de la recherche ne suit pas le même rythme que celui des autres grandes universités de recherche au Canada.

Troisièmement, la conjoncture est marquée par une transformation du cadre pédagogique de la formation universitaire. La pandémie a accéléré le recours aux nouvelles technologies et stratégies numériques, et l'enseignement hybride ou à distance occupe maintenant une place plus grande. Le contexte économique favorise les programmes courts orientés vers les besoins immédiats du marché, et certaines disciplines en forte demande sont priorisées dans les orientations gouvernementales. Tout cela appelle une réflexion sur le rôle des universités. Ceux et celles qui, comme moi, tiennent à une vision humaniste de l'université doivent désormais renouveler leur argumentaire, optimiser leurs pratiques pédagogiques et expliquer pourquoi

le Québec a besoin de tous les talents, en particulier ceux qui sont issus des cycles supérieurs.

Quatrièmement, toutes les grandes universités de recherche au Canada font face au défi important du vieillissement de leurs installations, dans un contexte où les coûts de rénovation et de construction explosent. Ici encore, l'Université de Montréal n'échappe pas au phénomène. Tout le monde est conscient de l'état de vétusté de plusieurs de nos environnements d'enseignement, de recherche et de travail. Les travaux planifiés sur nos campus exigeront des efforts et de la patience pour quelques années encore et devront être menés dans une perspective budgétaire rigoureuse et conforme aux objectifs de développement durable.

Voilà, sommairement exposés, quelques enjeux universitaires qui retiennent notre attention cette année. Pour compléter ce tableau, il faut aussi prendre en compte le contexte inflationniste, la possibilité d'une récession, la pénurie de main-d'œuvre qui a des répercussions sur nos opérations et le délicat équilibre que tous les employeurs essaient de préserver entre le travail hybride, l'efficacité des processus administratifs et l'engagement à l'endroit de l'organisation. Indubitablement, ce qui se passe dans le monde bouscule et continuera de bousculer notre quotidien.

Il reste que l'Université de Montréal est en bonne santé. Elle dispose d'un potentiel extraordinaire, dont nous avons pu prendre toute la mesure dans sa réponse à la crise des deux dernières années. Grâce à votre travail et votre engagement, nous avons fait ce que doivent faire les grandes universités comme la nôtre. Et nous devons continuer de le faire, puisque le contexte global demeure une source d'inquiétude. La crise du climat n'est pas en voie de se résorber. Les menaces sanitaires se multiplient. Même si la pauvreté extrême recule, les écarts de richesse continuent de se creuser. Et les démocraties sont fragilisées par la polarisation du discours et la marginalisation des faits.

Devant ces défis, il n'est pas question de sombrer dans le découragement ni de baisser les bras. Il faut plutôt faire des choix quant à la place de l'Université de Montréal dans cet environnement et quant au rôle que nous voulons jouer. Pour le dire simplement, nous avons l'obligation de faire partie de la solution à ces enjeux existentiels, la responsabilité d'accompagner et de former les visionnaires de demain et le devoir de défendre le savoir, la liberté universitaire, l'intégrité scientifique et la libre création sur toutes les tribunes.

À cet égard, le plan stratégique élaboré l'an dernier trace la voie pour l'Université de Montréal. Au cours des dernières années, nous nous sommes donné collectivement un projet inspirant et rassembleur. La mission que nous avons choisie est d'accompagner la société dans une perspective de bien commun. Notre vision pour 2032, je le répète, est de devenir l'université de langue française la plus influente dans le monde. Le temps est venu d'aller de l'avant dans la réalisation de cet ambitieux projet.

Il y a beaucoup à faire, et il faut commencer quelque part. Dans l'immédiat, nous devons nous investir dans deux lieux où réside le sens profond de la mission universitaire, deux composantes fondamentales de l'anatomie universitaire : la tête et le cœur.

La tête, c'est la connaissance, l'exploration de l'humain et de la nature, la construction du savoir et la création. C'est le domaine des découvertes, des solutions et de l'innovation. Nous prioriserons des projets qui cimenteront notre leadership en matière de recherche responsable, tournée vers le bien commun.

Le cœur, c'est l'expérience universitaire qui élève l'esprit et qui transforme des vies. C'est l'université comme vecteur d'épanouissement individuel et collectif. Nous travaillerons en priorité à inspirer nos étudiants et étudiantes et à bâtir un environnement d'apprentissage et de vie à la hauteur de leurs attentes.

Enfin, nous devons occuper un troisième champ prioritaire qui engage à la fois le cœur et la tête, qui appelle à la mobilisation de nos énergies en

enseignement, en recherche et dans l'action sociale : c'est le développement durable. Je le dis d'emblée : nous avons l'obligation d'accélérer le pas dans la lutte contre les changements climatiques, tant dans nos propres pratiques que dans l'apport essentiel de nos chercheurs et chercheuses à la solution des problèmes posés par ce grand défi générationnel. Les prochaines années seront décisives à cet égard.

Commençons par la tête, l'université qui découvre, crée, produit des idées et propose des solutions. Nos succès en recherche parlent d'eux-mêmes. Plusieurs des membres de notre corps professoral comptent parmi les scientifiques les plus cités à l'échelle internationale par leurs pairs et nous avons même quelques collègues à qui l'on attribue l'émergence de nouveaux champs du savoir. Il faut maintenant aller encore plus loin. Pour que l'Université de Montréal préserve son statut de grande université de recherche, la culture de la recherche et la volonté d'exceller doivent être omniprésentes et percoler dans tout ce que nous faisons. Et partout où nous le faisons : dans nos laboratoires, dans nos cliniques, sur le terrain, dans nos salles de cours et en milieu communautaire ici ou à l'étranger.

Les conditions d'un tel effort au service du bien commun se mettent en place. Je pense par exemple à la Fondation Courtois, qui a choisi en avril dernier de verser à l'Université de Montréal un don de 159 M\$, le plus important jamais fait au Canada pour la recherche en sciences naturelles. Ce don nous permettra de faire de notre établissement un haut lieu de la découverte de nouveaux matériaux et même de transformer notre façon de faire de la recherche. Les équipes qui y travaillent ont les coudées franches pour mener une recherche libre et audacieuse. Elles profiteront d'un soutien en robotique et en informatique de très haute performance. Nous y apprendrons à utiliser l'intelligence artificielle à chaque étape du processus de découverte.

Justement, lever les barrières à l'adoption de l'intelligence artificielle, la rapprocher de disciplines comme l'éthique, les neurosciences et les sciences sociales font partie de nos propositions stratégiques. Nous nous trouvons dans une position particulièrement favorable pour réaliser pleinement le

potentiel d'une intelligence artificielle responsable, au service du bien commun, et nous multiplierons les efforts dans cette avenue au cours des prochaines années.

Au-delà des grands projets structurants comme ceux que je viens de mentionner, l'Université doit tout mettre en œuvre pour accroître son influence en recherche au Canada et à l'étranger, particulièrement autour des pôles d'excellence où la réputation de l'Université de Montréal est établie ou en émergence. Nous voulons être vus, reconnus et entendus. Il s'agit de mettre en valeur l'expertise de nos collègues dans les structures décisionnelles en recherche, d'intensifier nos efforts autour des prix et distinctions, de favoriser le référencement et la diffusion des travaux de nos chercheurs et chercheuses, y compris les publications en langue française et la recherche-crédation, de mobiliser nos expertises dans l'élaboration des politiques publiques, de soutenir l'entrepreneuriat social et technologique et de nous pencher sérieusement sur les conditions de recrutement et de rétention des universitaires de renommée internationale qui se sont installés chez nous.

Au service du même objectif, celui d'être une organisation d'influence, nous continuerons de construire notre leadership dans les domaines du libre accès des résultats de recherche et de la science responsable. En participant à des mouvements de mobilisation internationale comme l'Initiative d'Helsinki sur le multilinguisme dans la communication savante ou la Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche. Et en pilotant des projets à portée globale comme la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle.

La tête n'est rien sans le cœur, sans les individus qui forment l'Université et qui en sont la raison d'être. Plusieurs initiatives qui sont en cours ou à venir participeront à la transformation de l'expérience d'étudier ou de travailler à l'Université. Il s'agira pour nous de faire en sorte que l'Université de Montréal demeure une destination de choix pour ces personnes, qu'elles soient de la région de Montréal ou des points les plus éloignés au Québec et

ailleurs sur la planète. Nous voulons que ce que le monde a de mieux à offrir se retrouve ici, sur nos campus, en français. Nous voulons être, dans tous les sens de cette expression, l'Université de Montréal et du monde.

Cet automne, nous avons commencé à implanter de nouveaux parcours d'études qui procureront à nos étudiants et étudiantes une expérience concrète en lien avec leur domaine d'études et leurs aspirations professionnelles et personnelles. Avec RECI, nous proposons au premier cycle des parcours optionnels, conçus sur mesure, individuellement, qui prendront la forme d'un stage en milieu communautaire, d'un séjour à l'étranger ou d'une contribution à un projet de recherche et création. Les parcours sont offerts en musique, sciences infirmières, science politique et informatique et recherche opérationnelle. Ils le seront graduellement dans d'autres unités.

Le programme de formation, de sensibilisation et de soutien à l'entrepreneuriat Millénum Québecor a lui aussi pris son envol. Le don de 40 M\$ que nous avons reçu de Québecor et de la Fondation Chopin-Péladeau donne un essor au volet entrepreneurial de l'Université, aussi bien auprès de la communauté étudiante que du personnel de recherche. La portée des initiatives déjà en cours à l'Université sera décuplée : nous pourrions accompagner ceux et celles qui ont de bonnes idées ou de la « graine d'entrepreneur » dans leurs projets d'entreprise ou d'organisme sans but lucratif.

En plus d'offrir de nouvelles voies d'apprentissage et de réalisation personnelle, nous devons mieux appuyer nos étudiantes et étudiants pour continuer d'attirer chez nous les meilleurs et les plus engagés, et assurer leur succès dans nos programmes. Nous avons à cet effet mis sur pied plusieurs initiatives originales, à commencer par l'ajout de 14 conseillers et conseillères à la réussite dans nos facultés et écoles et la diffusion de formations virtuelles qui préparent aux moments clés du parcours universitaire. L'argent étant le nerf de la guerre pour la réussite aux cycles supérieurs, nous réfléchissons à des façons d'offrir un financement minimal

pendant la durée des études en combinant différents types de bourses à des occasions de rémunération par l'auxiliariat de recherche ou l'enseignement. Et nous continuons de soutenir l'examen de nos modalités d'enseignement afin de tirer profit des leçons tirées de la pandémie en matière d'innovation pédagogique. Comme je l'ai dit dans un blogue que je publie depuis quelque temps, j'invite les membres du personnel enseignant de l'Université de Montréal à se mobiliser autour de cette volonté d'inspirer notre communauté étudiante pour qu'elle développe son immense potentiel.

Par ailleurs, nous déploierons beaucoup d'efforts au cours des prochaines années pour aménager de meilleurs locaux d'enseignement, des laboratoires plus performants et des lieux de vie mieux adaptés à nos besoins. Cet automne, une première cohorte a pu découvrir le nouveau campus de Brossard, qui offre principalement des formations courtes axées sur le développement professionnel. À Saint-Hyacinthe, 63 M\$ seront investis pour construire des installations qui moderniseront l'enseignement en médecine vétérinaire et permettront l'accroissement des cohortes. Un partenariat avec l'Université du Québec à Rimouski et un financement additionnel du gouvernement nous permettront de former chaque année 25 nouveaux étudiants et étudiantes dans un programme partiellement délocalisé. Nous préparons la phase II du campus MIL dans laquelle nous procéderons à l'agrandissement du Complexe des sciences et nous amorçons le processus qui mènera à la construction du pavillon Pierre-Péladeau, qui hébergera le programme Millénium Québecor et le futur centre d'innovation de l'Université. Et il suffit de se rendre sur la place Publique du campus de la montagne que l'on connaissait auparavant comme la place de La Laurentienne pour réaliser à quel point les changements à venir rehausseront le plaisir de fréquenter notre établissement. Je souligne ici que la revitalisation de cette magnifique place a été financée en grande partie par les cotisations non obligatoires de la communauté étudiante.

La convivialité de nos campus passe aussi par notre capacité à faire en sorte que chaque personne puisse y trouver sa place. Nos actions resteront

ancrées dans les valeurs d'équité, de diversité et d'inclusion que nous avons faites nôtres. Et bien que beaucoup de travail reste à faire pour accueillir adéquatement les membres des Premiers Peuples au sein de l'Université, nous sommes fiers du bout de chemin que nous avons parcouru à leurs côtés.

Enfin, il faut agir sur un troisième front, qui mobilise le cœur et la tête : le développement durable et la réponse à l'urgence climatique. C'est un enjeu stratégique de toute première importance pour l'Université et un vecteur d'influence considérable.

À cet égard, l'année qui vient sera un moment charnière pour finaliser nos engagements institutionnels et établir des cibles claires, précises et réalistes. Notre engagement phare dans la transition durable de nos campus est l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2040. Notre plan de réduction des gaz à effet de serre (GES) est presque prêt et sera bientôt annoncé. Il comprendra une cible intermédiaire de réduction des GES pour 2025 qui sera aussi annoncée prochainement.

L'année 2025, c'est presque demain et j'entends déjà le tic-tac de l'horloge. Je suis toutefois persuadé que nous atteindrons nos cibles. Les travaux de rénovation en cours sur le campus de la montagne, notamment à la centrale thermique, où nous remplaçons de vieilles chaudières à gaz par des chaudières électriques, nous permettront de faire des gains appréciables dans la réduction des GES.

L'échéance de 2025 vaut aussi pour le retrait des investissements du Fonds de dotation de l'Université dans le secteur des énergies fossiles. C'est un engagement qui s'ajoute aux autres décisions que nous avons prises en matière d'investissement responsable et qui visent à réduire l'intensité carbone de nos portefeuilles d'actions.

Notre réponse à l'urgence climatique considère la portée de l'ensemble des activités de l'Université. Notre plan d'action touche aux questions de mobilité, de gestion des matières résiduelles, de la nourriture servie dans nos

points de service alimentaire, de biodiversité, d'enseignement et de recherche.

Déjà, plusieurs avancées ont été réalisées. Local Local a presque atteint sa cible de 65 % d'aliments offerts qui sont d'origine québécoise. La Direction des immeubles a recruté une chargée de projet en gestion des matières résiduelles. Un guide sur les déplacements écoresponsables sera bientôt publié à l'intention des universitaires en voyage à l'étranger. Le Complexe des sciences a obtenu sa certification LEED Or et le campus MIL s'expose comme une vitrine du développement durable à Montréal. Et l'équipe du projet Construire l'avenir durablement s'affaire à instaurer une culture écoresponsable en recherche. Il nous reste encore à intégrer le concept de développement durable dans les formations que nous offrons à l'Université – et à assumer, à partir de nos forces en santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes, une influence planétaire dans la recherche appliquée et fondamentale au service de la transition climatique.

La qualité de l'expérience universitaire, le leadership en recherche et le développement durable. Le cœur, la tête et un défi générationnel qui fait appel autant au cœur qu'à la tête. Trois puissants vecteurs d'influence à développer pour l'Université. Trois appels à la communauté universitaire à oser le changement, à miser sur la pluralité de nos parcours et de nos points de vue et à fédérer nos énergies. Voilà nos priorités pour les mois et les années à venir. Voilà comment nous progresserons vers notre objectif de devenir l'université de langue française la plus influente dans le monde.

Notre succès viendra de la mobilisation de nos unités d'enseignement et de recherche et des membres de la communauté universitaire. Le message que je vous ai livré aujourd'hui, j'irai le porter à l'ensemble de notre communauté ce mercredi à l'occasion d'une séance d'échanges de style assemblée publique. C'est à 8 h 30, à l'agora du pavillon Jean-Coutu, et vous y êtes bien sûr toutes et tous invités.

Permettez-moi de terminer par une petite vignette, dans la série « tranche de vie du recteur ». Ces dernières semaines, j'ai eu la chance d'assister notamment à des performances sportives de nos Carabins, à un fabuleux concert de l'Orchestre de l'Université de Montréal, à une conférence où nos spécialistes de l'astrophysique ont expliqué au public l'inestimable contribution de l'Université au projet de télescope spatial *James-Webb*, à une cérémonie de réconciliation avec les Premiers Peuples, à une rencontre avec des experts et expertes en recherche-crédation, à des réceptions pour honorer nos anciens et anciennes, et j'en passe, tout cela dans la foulée des collations des grades, où j'ai pu féliciter plus de 5000 personnes nouvellement diplômées. Par ma fonction de recteur, j'ai ce privilège unique de voir au quotidien l'ensemble de vos succès et de vos réalisations. Les mots me manquent pour vous dire toute la fierté que m'inspire notre université. Peu importe la manière dont vous contribuez à ce que nous sommes et à ce que nous réalisons, je veux vous dire merci, continuez, allez encore plus loin ensemble, avec la conviction que nous faisons quelque chose de grand, de beau et d'important.

Chers et chères membres de l'Assemblée universitaire, je vous remercie pour votre écoute. Je suis prêt à recevoir vos questions.

Merci.

.....